

DANS L'ACTUALITE du 12 au 15 mai 2015

Textes officiels

JORF n° 0111 du 14 mai 2015

Prévention des risques en matière de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations (GEMAPI)

[Décret n° 2015-526 du 12 mai 2015 relatif aux règles applicables aux ouvrages construits ou aménagés en vue de prévenir les inondations et aux règles de sûreté des ouvrages hydrauliques](#)

JORF n°0110 du 13 mai 2015

Modification des statuts de l'Etablissement public foncier d'Ile-de-France et dissolution au 31 décembre 2015 des établissements publics fonciers des Hauts-de-Seine, du Val-d'Oise et des Yvelines

[Décret n° 2015-525 du 12 mai 2015 portant dissolution au 31 décembre 2015 des établissements publics fonciers des Hauts-de-Seine, du Val-d'Oise et des Yvelines et modifiant le décret n° 2006-1140 du 13 septembre 2006 portant création de l'Etablissement public foncier d'Ile-de-France](#)

JORF n°0107 du 8 mai 2015

Pièces justificatives demandées auprès d'une autre administration, l'acheteur public ne peut plus se voir opposer le secret professionnel

[Ordonnance n° 2015-507 du 7 mai 2015 relative à l'adaptation du secret professionnel dans les échanges d'informations entre autorités administratives et à la suppression de la production de pièces justificatives](#)

Projet de loi

Libérer la croissance en France : le projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques en examen au Sénat

Mardi 12 mai, à l'issue des explications de vote sur le texte, un vote solennel a été organisé en salle des Conférences. Ce texte a été adopté par 185 voix pour et 44 voix contre (scrutin public) après 15 jours de débats dans l'hémicycle, soit plus de 132 heures.

[Texte n° 99 \(2014-2015\) modifié par le Sénat le 12 mai 2015](#)

Jurisprudence

Le Conseil d'État confirme le rejet du compte de campagne d'un des candidats mais n'annule pas les élections municipales de Woippy (Moselle)

[CE 13 mai 2015 *Elections municipales de Woippy \(Moselle\)*, req. n° 385948, 385949, 386089, 386102, 386176](#)

Le Conseil d'État annule les élections municipales de Pontault-Combault au motif que les bulletins de l'une des listes présentes au premier tour étaient irréguliers faute d'indiquer que certains des candidats étaient ressortissants d'un autre État de l'Union européenne que la France.

[CE 13 mai 2015 *Elections municipales de Pontault-Combault \(Seine-et-Marne\)*, req. n° 385430](#)

Autorisations d'urbanisme : nouvelle précision sur le déferé préfectoral d'un permis tacite -> 13-05-2015

[CE 6 mai 2015 *Madame B.*, n° 366004](#)

Le Conseil d'État a précisé que le juge qui a invité une personnalité compétente à l'éclairer sur une question délicate posée par une affaire doit se borner à prendre en compte les observations d'ordre général, juridiques ou factuelles contenues dans l'avis

[CE 6 mai 2015 *Monsieur B.*, req. n° 375036](#)

Expiration des délais de recours contre une décision de résiliation

[CE 6 mai 2015 *CCI territoriale du littoral Normand-Picard*, req. n° 388537](#)

Indemnisation du délégataire de la valeur non amortie des biens de retour

[CE 4 mai 2015 société Domaine Porte des neiges, req. n° 383208](#)

La création d'une zone Nb par le plan local d'urbanisme de la commune n'est pas compatible avec les orientations et les objectifs définis par le schéma de cohérence territoriale de l'agglomération Orléans Val de Loire

[CAA Nantes 11 mai 2015 commune de Mardié, req. n° 13NT01425](#)

Intangibilité du décompte général

[CAA Paris 5 mai 2015 Société Electricité de Tahiti \(EDT\), req. n° 13PA01871](#)

Vu par ailleurs

Contrat public

Un guide pour savoir comment mutualiser ses achats publics

[La mutualisation au service des communes, des intercommunalités et de leurs établissements, tel est l'objet du rapport de l'Etat et de l'Association des Maires de France paru le 5 mai. Elle peut constituer un avantage dans divers domaines du bloc communal, notamment pour les achats publics.](#)

Source : le Moniteur du 15/05/2015

A Nice, la Métropole lance un PPP pour sa future plate-forme agroalimentaire et horticole

[La Métropole a décidé de recourir à ce montage pour transférer son Marché d'Intérêt National \(MIN\) dans la plaine du Var, un équipement exploité en régie publique et qui rassemble 360 producteurs et 1500 emplois.](#)

Source : le Moniteur du 13/05/2015

Le Sénat met sur pied une mission d'information sur la commande publique

[Un rapport sera rédigé d'ici fin septembre 2015, afin d'accompagner la transposition des nouvelles directives européennes relatives à la commande publique.](#)

Source : le Moniteur du 12/05/2015

DSP : hiérarchiser ou non les critères ?

Le Conseil d'Etat, dans une décision du 6 mai 2015, est venu rappeler le régime de sélection des offres dans le cadre d'une délégation de service public (DSP). Il a également réformé l'ordonnance du juge des référés, la sanction qui avait été prise étant jugée plus sévère que nécessaire.

Source : localtis.info du 12/05/2015

Urbanisme

Ile-de-France: un établissement public foncier unique pour aménager le Grand Paris

Un Établissement public foncier d'Ile-de-France (EPFIF), regroupant trois établissements existants, ceux des Hauts-de-Seine, du Val-d'Oise et des Yvelines, va voir le jour, annonce un décret paru mercredi 13 mai au Journal officiel (JO).

Source : la gazette des communes du 13/05/2015

L'établissement public foncier unique d'Ile-de-France voit le jour

Le décret créant le grand établissement public foncier d'Ile-de-France est paru au Journal Officiel. Ce nouvel outil résulte du regroupement des quatre EPF franciliens existants qui sera effectif au 1er janvier 2016. Sa création constitue une étape supplémentaire dans la construction du Grand Paris de l'aménagement et du logement.

Source : le Moniteur du 13/05/2015

La FFB Grand Paris opposée à la piétonisation des berges de la rive droite de la Seine

Le 11 mai, la FFB Grand Paris a publié un communiqué de presse dans lequel elle réagit au projet d'aménagement des berges en rive droite de Seine présenté le 5 mai par Anne Hidalgo. Elle estime que la mairie de Paris n'a pas pris en compte «les conséquences désastreuses» d'un tel projet sur l'activité économique et déplore le manque de concertation.

Source : le Moniteur du 12/05/2015

Loi Macron et marchés privés : les mesures nouvelles votées par le Sénat

[Assurance construction, démarchage à domicile des contrats de construction, facturation électronique... Le projet de loi pour la croissance et l'activité poursuit son chemin parlementaire et comporte diverses dispositions intéressant les marchés privés et le BTP.](#)

Source : le Moniteur du 12/05/2015

Environnement

Le décret « digues » au JO, nouvelle donne pour les intercos

[Attendu depuis plusieurs mois, un décret du 12 mai régleme les ouvrages de prévention des inondations et des submersions pour garantir leur efficacité et leur sûreté. Il organise le transfert de la compétence Gemapi \(gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations\) aux communes et intercommunalités.](#)

Source : le Moniteur du 15/05/2015

Collectivité territoriale

Dominique Bussereau prend la tête de l'Assemblée des départements de France

[Après la vague bleue aux élections de mars, le président UMP de Charente-Maritime a succédé ce 12 mai au socialiste Claudy Lebreton à la présidence de l'ADF. Le début d'un mandat de six ans à la tête de départements faisant toujours face à de lourds défis financiers et devant s'assurer de leur avenir lors de deux moments clés: le prochain vote final du projet de loi Notre et les élections nationales de 2017.](#)

Source : le Courrier des maires du 13/05/2015

Les maires de petites villes s'opposent à leur tour à la "DGF locale"

[Après l'Association des maires de France \(AMF\) la semaine dernière \(voir notre article du 11 mai 2015\), c'est cette semaine au tour de l'Association des petites villes de France \(APVF\) d'exprimer publiquement son opposition à la dotation globale de fonctionnement \(DGF\) "locale" proposée par la mission parlementaire chargée d'étudier la réforme des concours financiers de l'Etat aux collectivités territoriales.](#)

Source : localtis.info du 13/05/2015

Colloque / Séminaire

- ▶ 8 juin : Séminaire Serdeaut - "La réforme du contentieux de l'urbanisme deux ans après : quels effets?"

Lundi 8 juin 2015 de 9h à 11h30 - Panthéon, salle 1 - 12 place du Panthéon, 75005 Paris.

Programme

- ▶ 20 mai : Droit comparé, territorialité du droit : défis et enjeux

Le mercredi 20 mai 2015 de 17h30 à 20h00 au Conseil d'Etat : conférence inaugurale du nouveau cycle de conférence organisé par le Conseil d'Etat en association avec la Société de législation comparée et l'Institut français des sciences administratives.

Programme

Vu dans les revues

AJDA n° 16-2015 du 11 mai 2015 p.947, *Le juge, arbitre du bon goût en matière d'esthétique urbaine ?*, par Etienne Fatôme et Yves Jégouzo

Presse

Fnac: les salariés appelés à se mobiliser contre l'ouverture le dimanche

[Les salariés de la Fnac sont appelés à se mobiliser contre l'amendement autorisant les enseignes de biens culturels à ouvrir le dimanche, un amendement "scélérat" qui va "pourrir un peu plus la vie des salariés du commerce", estiment mercredi les syndicats des magasins Fnac de province.](#)

Source : le Parisien du 13/05/2015

La grève se poursuit dans les tribunaux de commerce contre des dispositions de la loi Macron

[La spécialisation des tribunaux de commerce est toujours un point de friction.](#)

Source : le Monde du 13/05/2015

La loi Macron, largement remaniée et facilement adoptée au Sénat

[Le Sénat a – enfin – voté, par 185 voix pour et 44 contre, le projet de loi sur la croissance et l'activité, dit « loi Macron ».](#)

Source : le Monde du 12/05/2015

Loi Macron : manifestation contre l'ouverture des librairies le dimanche

[Après plus de cent trente heures de débat sur la loi « croissance, activité et égalité des chances économiques », dite loi Macron, les sénateurs vont voter, mardi 12 mai, l'intégralité du texte.](#)

Source : le Monde du 12/05/2015